

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ OCCITANIE
À l'attention de Madame La Directrice
Direction de la Santé Publique
Pôle Prévention et Promotion de la Santé
26-28 Parc Club du Millénaire
1025 rue Henri Becquerel
34067 MONTPELLIER

Montpellier, le 21 juillet 2017

Lettre à la Directrice de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à la suite des baisses brutales de financement pour l'accès à la prévention et aux soins sur ce territoire.

Inquiètes des choix politiques opérés par l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie, les associations de lutte contre le sida impliquées localement : Actions Traitements, Act Up Sud-Ouest, Aides, Arap-Rubis, Envie, Fédération Santé & Habitat, Grisélidis, La Maison de vie du Roussillon, Relais VIH, Réseau 34 addictologie, Sidaction, Sida Info Service et Vivre, alertent sur l'impact de ces décisions sur la prévention, l'accès aux soins, et la médiation de santé.

Madame CAVALIER,

La région Occitanie est la quatrième région de France métropolitaine touchée par le VIH. Elle voit aujourd'hui une augmentation des contaminations chez les jeunes homosexuels. Dans ce contexte, l'Agence Régionale de Santé décide de solder les programmes de prévention et d'aide aux personnes vivant avec le VIH... Mais jusqu'où ?

Les associations issues de la lutte contre le sida ont capitalisé un savoir-faire dans la prise en charge globale des pathologies chroniques, dans la prévention combinée et la santé sexuelle. Elles participent activement à l'offre de santé régionale. Par leur démarche d'« aller vers », elles sont un maillon essentiel du tissu local pour organiser la prévention et l'accès au dépistage du VIH et des hépatites. Pour la prise en charge globale, leur travail de médiation et d'accompagnement favorise l'accès et le maintien dans le soin. Par leur rôle de relais entre les CeGIDD, l'hôpital, la médecine de ville, et les dispositifs sociaux accueillant les personnes les plus démunies, les associations sont un des acteurs majeurs de la coordination des parcours.

Ces dernières années, les services déconcentrés de l'Etat, en concertation avec les COREVIH, les soignants et les associations, ont veillé à la construction d'une réponse efficace et adaptée à l'épidémiologie et aux spécificités territoriales pour la lutte contre le VIH et la santé sexuelle. Ce partenariat a donné lieu à un

maillage constitutif du dispositif de santé des régions Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées. Aujourd'hui en région Occitanie, les associations sont de fait actrices de ce système de santé... Mais quid de ce dispositif dans l'avenir ?

-15%, -25%, -37 %, -46%, -48% ... , quelles perspectives pour les actions de santé publique ?

Loin de « constituer un levier d'amélioration de l'efficacité et de la complémentarité des interventions de terrains » comme vous nous l'opposez, les coupes budgétaires brutales et drastiques, sans anticipation ni concertation, mettent en péril les programmes de santé sur l'ensemble du territoire dès cet été. Cette manière de faire impacte d'autant plus les actions, qu'elle intervient en milieu d'année et oblige les associations à gérer des situations internes complexes et urgentes, les éloignant de leurs missions premières de santé.

Au-delà de l'avenir des actions de prévention et d'accompagnement, de la fragilisation des associations qui les portent, ce sont les usager-e-s du système de santé que vous pénalisez.

Nous n'avons pas attendu « une démarche d'optimisation » pour travailler en réseau, en coordination, en mutualisant nos expériences. Nous participons collectivement avec le COREVIH à l'élaboration des stratégies d'actions cohérentes. Alors que l'ARS soutient nos actions depuis plusieurs années et que les plans régionaux de santé sont en cours de construction, ces coupes budgétaires mettent en cause la cohérence de la politique que vous prétendez mener en matière de santé en général, et de lutte contre le VIH en particulier.

Nous sommes profondément déconcertés et inquiets de la prédominance de cette logique comptable à court terme. Elle fait fi des réalités épidémiologiques, des réalités démographiques, des réalités socio-économiques, des réalités de terrain, de nos réalités, et en premier lieu de celles des personnes concernées. *In fine*, elle ne fera que reporter et alourdir des coûts en matière de santé publique qu'il faudra affronter à un moment ou à un autre.

Aujourd'hui, nous avons la possibilité de faire reculer l'épidémie de VIH/sida, mais la conséquence de vos actes va à l'encontre de ce choix porté par l'ONUSIDA, décliné dans notre stratégie de santé sexuelle. Vous mettez en danger la prévention, l'accès aux soins et aux droits. Nous considérons que ces décisions de coupes budgétaires drastiques ne sont pas acceptables. A l'injonction permanente de trouver des cofinanceurs, nous répondons que les associations n'ont pas attendu vos directives. Les associations tentent de développer leurs cofinancements, mais ce champ est limité et d'autres financeurs, tels que Sidaction, ne seront en aucun cas en mesure de pallier les défaillances de l'Agence pour assurer le maintien d'un tissu associatif local efficace.

Ce dont les associations ont besoin, ce sont des moyens consacrés sur le long terme pour renforcer leurs actions. Nous souhaitons vous rencontrer dans les meilleurs délais afin d'engager un dialogue constructif.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de notre respectueuse considération.

CONTACT PRESS :

- **Franck MARTIN** (ARAP RUBIS) : 07 82 07 65 26
- **Eric RAJA** (VIVRE) : 06 62 28 30 98
- **Guy MOLINIER** (Act Up Sud-ouest) : 06 18 41 20 99

Les associations : Actions Traitements, Act Up Sud-Ouest, Aides, Arap-Rubis, Envie, Fédération Santé & Habitat, Grisélidis, La Maison de vie du Roussillon, Relais VIH, Réseau 34 Addictologie, Sidaction, Sida Info Service et Vivre.

